MODERNISATION DU SYSTÈME FINANCIER ALGÉRIEN

L'expertise espagnole à la rescousse

Dans le cadre de l'exécution du processus de conversion de la dette algérienne auprès du royaume d'Espagne, deux conventions de partenariat dans les domaines de la comptabilité et des finances ont été signées hier à Alger, entre le ministère des Finances et un groupe de consortium espagnol. La valeur totale des deux contrats s'élève à 12,2 millions d'euros.

Étaient présents, le ministre délégué auprès du ministre des Finances chargé de l'Economie numérique, Mouatassem Boudiaf, et l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, Alejandro Polanco. Le premier contrat porte sur l'acquisition des systèmes d'information du marché financier.

D'une valeur de 5 millions d'euros, ce projet est une partie intégrante du programme de modernisation du marché des valeurs boursières, a indiqué M. Boudiaf. Il vise à «hisser le fonctionnement du marché financier algérien au niveau des standards internationaux», et permettra «une meilleure transparence, sécurité, compétitivité et innovation au sein du marché».

Et ce, par la mise en place d'un «système de cotation de supervision et sa connexion avec les intermédiaires du marché des valeurs de la Bourse». Le second contrat d'une valeur de 7,2 millions d'euros porte sur la mise en place d'un système de paiement de masse tout en favorisant les échanges électroniques dans un environnement sécurisé ; le projet consiste en l'acquisition d'une solution comportant des logiciels, des matériels et des services conformes aux normes adoptées par la Banque d'Algérie et permettant la dématérialisation des instruments de paiement, a tenu à préciser Mouatassem Boudiaf. «Sa réalisation permettra une meilleure exécution des opérations budgétaires en matière de recettes et dépenses. Il aura un impact certain sur la gestion de la trésorerie de l'Etat», dit-il.

Mouatassem Boudiaf, ministre délégué auprès du ministre des Finances chargé de l'Economie numérique.

Photos : D.R.

L'ambassadeur espagnol a salué «l'excellent fonctionnement» du fonds fiduciaire de l'accord algéro-espagnol de conversion de la dette signé en juin 2006.

En particulier ces dernières années durant lesquelles les projets se sont succédé. Il s'agit du projet de modernisation du marché des valeurs de l'Etat approuvé en 2012 pour une valeur de 3 millions d'euros et qui a été entièrement exécuté.

En 2016, les projets de plantation expérimentale d'oliviers à M'sila ont également été approuvés pour un montant avoisinant 8 millions d'euros en collaboration avec le ministère algérien de l'Agriculture et du Développement rural, et visant le développement de plantations intensives d'oliviers comme modèle expérimental. Le 22 juin 2006, l'Algérie et l'Espagne ont signé un accord de conversion de la dette algérienne vis-à-vis de l'Espagne pour la réalisation de projets de développement considérés comme prioritaires par les deux parties sur les ressources du fonds algéro-espagnol créé dans cet objectif. La dette algérienne auprès de l'Espagne tournait autour de 30 millions de dollars.

Actuellement, avec l'ensemble des projets approuvés, «pratiquement tout le fonds est exécuté», assure l'ambassadeur d'Espagne qui met en valeur «l'excellent travail des deux ministères des Finances qui ont réussi à identifier et réaliser des projets dans un délai assez court».

Y. D.

Huawei classé 40e sur la liste des «marques les plus précieuses» dans le classement Global 500 de 2017

Huawei Consumer Business Group (BG) annonce avoir été classé 40e sur la liste des «marques les plus précieuses» dans le classement Global 2017 du prestigieux forum de recherches «Brand Finance» ; un forum qui évalue la performance des grandes marques mondiales et mesure leurs potentiels et poursuit ses objectifs de croissance en 2017. Huawei rappelle qu'en 2017, elle s'est classée au 47e rang dans le même classement, alors que cette année sa performance a augmenté de 7 rangs pour prendre la 40e place de la liste. En 2016, le classement de la marque de Huawei était «AA», il est maintenant passé à «AAA-», précise encore le plus grand fabricant chinois de smartphones en 2016.

Ah. A.

Les nouveautés LG Electronics au Salon européen des systèmes intégrés (ISE 2017)

LG Electronics transporte la technologie de signalisation numérique à un tout nouveau niveau en présentant ses solutions de dernière génération d'affichage numérique au Salon européen des systèmes intégrés (ISE 2017) qui s'est tenu à Amsterdam du 7 au 10 février courant. Le géant sud-coréen a ainsi présenté les solutions d'affichage des produits de dernière génération tels que LG OLED Cadre Ouvert Flexible, l'OLED fond d'écran en verre et le LCD Ultra Strech.

Ah. A.

CLIMAT DES AFFAIRES

Les Saoudiens appellent à la limitation du 51/49 aux grands projets

Le président du conseil d'affaires algéro-saoudien, Raed Ahmed Almazrouei, a exhorté les hommes d'affaires algériens, présents hier à l'ouverture de la 10e session de ce conseil tenue à l'hôtel Sheraton d'Alger, à faire pression sur le gouvernement pour qu'il renforce le droit de propriété ici en Algérie.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Raed Almazrouei a estimé que la règle du 51/49 constitue un frein pour les petits et moyens investissements. Puisque, a-t-il expliqué, les porteurs de tels projets préfèrent les conduire seuls. «Je comprends une telle mesure pour les grands projets, elle est même louable pour les grands projets. Mais, les partenariats gênent les petites et moyennes affaires et privent l'Algérie d'importants flux d'investissement», a-t-il souligné. Il a donné des indicateurs chiffrés démontrant le peu d'attractivité de l'Algérie pour les investisseurs étrangers, précisant que les IDE en Arabie Saoudite sont dix fois plus importants qu'en Algérie. Et d'insister : «Nous avons fait beaucoup de pression sur notre gouvernement pour obtenir l'ouverture de notre marché et libérer l'initiative privée. Vous n'avez qu'à faire de même pour profiter des opportunités qui se présentent.» Cette 10e session a, par ailleurs, été ponctuée par des rencontres «BtoB» entre hommes d'affaires algériens et saoudiens à la recherche de partenariats. Et la délégation saoudienne, forte d'une trentaine d'hommes d'affaires activant dans divers secteurs (agriculture, industrie, énergies renouvelables et services), devrait prendre part au forum devant être organisé aujourd'hui dans le même hôtel sous le patronage du ministère de l'Industrie et des Mines avant d'être reçue dans différentes institutions publiques.

L. H.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Baba Ammi présente à Dubaï la stratégie algérienne

Le ministre des Finances Hadji Baba Ammi a présenté, mardi à Dubaï à l'occasion de sa participation au 5e Sommet gouvernemental mondial, la stratégie adoptée par l'Algérie en vue de diversifier son économie, a indiqué un communiqué du ministère.

Cet exposé a eu lieu lors d'une réunion restreinte des ministres des Finances arabes, organisée en marge de ce sommet et consacrée à la problématique de la diversification économique des pays exportateurs des hydrocarbures face à la baisse des prix du pétrole.

En marge du sommet, le ministre des Finances a eu aussi des entretiens avec certains de ses homologues de pays arabes, avec lesquels il a été procédé à un échange de vues sur la situation économique mondiale et ses répercussions sur les économies de la région, souligne la même source. Les relations bilatérales et les voies et moyens à mettre en œuvre en vue de les raffermir, de les consolider et de les développer ont également été au centre des entretiens, précise-t-on.

M. Baba Ammi, ajoute le communiqué, a également rencontré certains responsables des institutions financières internationales et régionales. Le ministre qui était accompagné du gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, a aussi rencontré le gouverneur de la Banque centrale des Emirats arabes unis.

Le 5e Sommet gouvernemental mondial qui s'est ouvert mardi par Cheikh Mohamed Ben Rashed Al Maktoum, vice-Président des Emirats arabes unis, président du Conseil des ministres et Gouverneur de l'Emirat de Dubaï, se tient avec la participation de plus de 4.000 dirigeants et représentants de plusieurs pays, des responsables d'organisations et d'institutions internationales, d'éminentes personnalités, du secteur privé, d'experts et de chercheurs du monde entier.

Ont également pris part à cette nouvelle édition, le secrétaire général des Nations-Unies (ONU) Antonio Guterres, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde, le président du Groupe de la Banque mondiale Jim Yong Kim, l'administrateur du Programme de l'ONU pour le développement (Pnud) Helen Clark et la directrice générale de l'Unesco Irene Bokova.

Ce sommet a pour objectif d'échanger sur l'avenir des pays et les effets des changements rapides que connaît le monde sur les communautés. Il est également considéré comme une plateforme pour débattre des solutions proactives et novatrices afin de relever les défis auxquels font face les différents pays, notamment dans les domaines de l'économie, de la finance, du changement climatique, de la sécurité alimentaire, de la santé et de l'éducation.

Au cours de son intervention, Cheikh Mohammed Ben Rashed Al Maktoum a abordé la problématique de poursuite de l'édifice de la civilisation qu'a connue le monde arabe.

Il a également abordé les défis auxquels font face les pays arabes dans leur processus de développement, tout en présentant l'expérience de son pays en la matière. Mme Lagarde a indiqué, pour sa part, que les gouvernements, notamment ceux des pays développés, doivent intégrer dans leurs politiques la préoccupation de protéger les populations des effets dévastateurs de la mondialisation qui sont aujourd'hui amplifiés par le progrès technologique.

Hadji Baba Ammi, ministre des Finances.

A ce titre, a-t-elle poursuivi, le chômage provoqué par la mondialisation, est en grande partie lié au remplacement du travail humain par la machine. De son côté, l'administrateur du Pnud Helen Clark a déclaré que l'ONU a parcouru un long chemin depuis sa création en 1945 en prévenant beaucoup de conflits dans le monde.

Cependant, a-t-elle indiqué, l'Organisation fait aujourd'hui face à de nouveaux défis avec la vague des nouveaux conflits régionaux notant que la meilleure façon de garantir la paix est de promouvoir le développement.

APS